

LE 17 MAI ET LA SUITE

PRISES dans un engrenage difficile à ralentir, les directions syndicales sont allées jusqu'aux manifestations du 17 mai. Le climat unitaire qui est résulté des présidentielles a poussé les directions CGT et CFTD à publier l'accord dit du 10 janvier, lequel a été interprété, à la base, comme un premier pas vers l'unité d'action. L'énorme mécontentement accumulé au cours de la période d'application du plan de stabilisation pouvait, dans ces conditions particulièrement favorables, être exprimé, non seulement par les bulletins de vote mais aussi par la grève.

Les mouvements du mois d'avril furent mieux suivis que ceux du mois précédent, et cela indiquait déjà qu'il ne serait pas facile de faire marche arrière. Le nombre croissant des participants aux grèves et le silence méprisant du gouvernement et du CNPF poussaient les directions à aller plus loin. C'était l'escalade avec ce que cela comporte de risque d'un débordement sur la gauche des appareils : les coups d'arrêt portés aux luttes dans la construction navale et dans les mines de fer tendraient à montrer que les directions étaient sensibles à ce danger.

Il suffit pour s'en convaincre d'avoir suivi les diverses manifestations, à Paris et en province : nombreux sont les cas où les responsables syndicaux se sont fait chaloiter, et nombreuses également les manifestations où régnait une ambiance de Front populaire. Certes, il ne s'agissait pas du Front populaire tel que le voudraient les messieurs de gauche très respectueux de la démocratie bourgeoise parlementaire ; pour les salariés, le Front populaire, c'est juin et non février 1936, c'est la grève et l'occupation des usines et non le crétinisme parlementaire.

Quelle sera la suite du 17 mai ? Il n'est pas tout à fait certain que les bureaucrates syndicaux puissent por-

ter un coup d'arrêt aux grèves et à leur développement ; ce serait pour eux prendre le risque de voir éclater des grèves sauvages et ouvrir une période de crise à l'intérieur des organisations. Or des éléments d'appréciation existent qui peuvent faire réfléchir les directions : entre autres choses, le retard dans la reprise des cartes qui, s'il n'est pas énorme, n'en a pas moins suffisamment d'importance pour qu'il en soit tenu compte. De plus, de fortes pressions se font sentir dans les entreprises et dans les syndicats pour que l'on recommence au mois de juin, et un nouveau mouvement est possible.

Toutefois, la période des congés payés est toujours un cap où l'enlisement est probable.

Mais, nous objectera-t-on, c'est ne pas tenir compte des besoins de la direction du PCF : celle-ci, pour faire pression sur ses alliés démocrates du centre gauche, pour montrer sa capacité à contrôler le mouvement des masses, pourrait bien utiliser la volonté de lutte des travailleurs. Ce n'est pas faux et la façon dont Mitterrand a été écarté de la manifestation parisienne du 17 mai vient étayer cette thèse ; mais il est à craindre que des mouvements grévistes lancés dans ces conditions soient très limités dans leur ampleur. Que la direction du PCF veuille utiliser les luttes sociales pour faire pression sur le centre gauche, cela ne signifie pas qu'elle ne craindra pas davantage que les mouvements se développent au point de terroriser petits et grands bourgeois.

Ce qui nous intéresse au plus haut point, c'est l'existence d'une situation favorable dans le mouvement syndical ; favorable pour les militants d'avant-garde qui, plus que jamais, sont en mesure de montrer que les luttes catégorielles n'ont abouti à rien de concret, qu'aucune revendication importante n'a été satisfaite. Le meil-

leur appui que l'on puisse trouver à cette critique de la stratégie des directions syndicales, c'est la forte participation des masses à la grève du 17 mai ; celles-ci ont prouvé qu'elles croyaient bien plus en l'efficacité des mouvements de grande ampleur qu'en celle des luttes limitées à l'entreprise. Il est à peu près certain que les militants syndicaux (et même les salariés non organisés) interpréteront comme un recul le retour aux grèves partielles, tournantes, catégorielles ou rotatives. Maintenant qu'un échelon de plus a été franchi dans l'escalade, il s'agit de trouver les moyens de grimper encore plus haut jusqu'à ce que le patronat et le gouvernement soient obligés de céder. Ceci implique en premier lieu que l'on mette un terme à la particularisation des revendications et que l'on mette en avant un ensemble de revendications communes à l'ensemble du mouvement ouvrier : les 40 heures sans perte de salaire, la mensualisation des salaires et la suppression de tous les abattements qui les affectent. La réclamation de négociation avec le CNPF ne saurait être considérée comme un mot d'ordre de lutte : elle conduirait au contraire à ne plus engager de combats sur la simple promesse de discussion que pourrait faire le patronat. Le CNPF et tous les états-majors capitalistes ne négocient que le couteau sur la gorge. Affûtons le couteau, c'est notre plus grande chance de gagner, et dans l'immédiat l'avant-garde doit contribuer à faire entrer toutes les forces dans de nouvelles grèves et manifestations en juin.

ANTOINE VALLON

Le « militant communiste » de chez Peugeot qui nous a écrit à propos de notre enquête « Comment faire entendre la critique de la tactique des luttes » est prié de nous donner son adresse.

LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Au lendemain des vacances de Pâques, les alentours immédiats des facultés et principaux lycées parisiens se recouvraient des sigles J.C.R. géants, signant des mots d'ordre anti-impérialistes, soutenus par des affiches parodiant le drapeau américain, où à la place des fameuses étoiles grinçaient têtes de morts et dollars. Les étudiants, les lycéens, les jeunes étaient ainsi avertis de la présence d'une nouvelle organisation, mettant l'accent sur son caractère communiste et révolutionnaire, d'emblée engagée dans la lutte anti-impérialiste. D'où vient-elle, que veut et que peut-elle ?

Une longue crise

La J.C.R. est née de la crise qui a secoué l'U.E.C., la vidant de ses éléments dynamiques. Cette crise dure depuis plusieurs années et touche en fait toute la jeunesse communiste.

Développant une ligne politique réformatrice, le P.C.F. est par là-même incapable d'animer au niveau de ses organisations de jeunes des luttes dont elles pourraient vivre. Bien plus, c'est l'absence de politique qui a été érigée en principe d'organisation pour la jeunesse. Non seulement le parti renonce à la politiser, mais il le redoute : les jeunes potentiellement révolutionnaires qui adhèrent à la J.C., s'accommoderaient mal s'ils « s'occupaient » de politique du réformisme électoraliste du parti. Les risques seraient grands de voir se développer des tendances oppositionnelles. Ce que cherche le P.C.F., c'est séduire la jeunesse en reprenant à son compte le style de vie que la société capitaliste secrète à son usage. Ainsi sa révolte, ses refus sont-ils orientés sur des substituts futiles, tels la mode vestimentaire, les comportements « yé-yé » et soi-disant non conformistes ; ainsi sont-ils désarmés et intégrés dans le système. Ce sont ces modèles de comportement que le parti a essayé de singer, avec toute l'application d'un plagiaire maladroit.

A quels résultats la J.C. est-elle ainsi parvenue ?

Elle a perdu ses militants, son audience, sa capacité d'organiser des luttes.

La crise des organisations de jeunesse du parti communiste, latente à la J.C., s'est développée de façon spectaculaire à l'U.E.C.

L'opposition de gauche s'y est implantée et étendue au fur et à mesure de luttes dont elle prenait la tête. Ces luttes (contre la guerre d'Algérie, contre la guerre au Vietnam) portaient en elles la critique vivante de la politique

droitière du parti, allaient de pair avec une critique théorique et politique de cette ligne. (Nous en avons précisé et suivi le développement au cours d'articles précédents, dans « l'Internationale ».)

Lors des élections présidentielles, l'existence de la gauche U.E.C. devient une véritable menace pour le P.C.F. dans la mesure où les critiques qu'elle développait vis-à-vis de la candidature bourgeoise de François Mitterrand pouvaient rencontrer des échos favorables dans le parti, mal préparé à recevoir tel quel ce coup d'éclat opportuniste. Il s'imposait pour le P.C. d'étouffer ce risque en liquidant sans plus tarder l'opposition : la répression bureaucratique et administrative s'intensifia au sein de l'U.E.C. jusqu'à l'exclusion d'abord du Comité de la ville de Lyon, puis du secteur Lettres, principaux bastions de gauche.

L'U.E.C. change de nature

Mais cette « épuration massive » a changé la nature de l'organisation. Longtemps, une organisation vivante à la tête des luttes étudiantes, implantée dans le milieu où elle jouissait d'une réelle audience, (« Clarté » lancé par la direction « italienne » se diffusait à 30.000 exemplaires) l'U.E.C., ou ce qui en subsistait aujourd'hui, est réduite depuis l'exclusion à la plus totale impuissance, au discrédit le plus complet. Non seulement elle n'organise pas le milieu, elle n'y manifeste pas même sa présence. Le P.C.F. n'a pas « délivré » l'Union de quelques militants « gauchistes » isolés et sans influence. En réalité, il a amputé l'Union de cercles et de secteurs, de pans entiers de l'organisation, ceux qui lui donnaient la capacité d'encadrer et d'impulser des luttes.

Depuis la guerre d'Algérie, l'U.E.C. ne vivait plus que par son opposition, déjà sous sa direction « italienne ». Elle ne vivait plus que par des luttes en radicale opposition avec la ligne droitière du P.C.F., et c'est à partir d'elles que la gauche a regroupé ses forces militantes.

La continuité des luttes

Quant aux militants exclus, ils ne sont plus, comme ceux du passé, voués à la dispersion et au découragement. Ils peuvent assurer la continuité de leurs luttes. Ils ne sont pas des individus isolés. Ils ne sont pas non plus dans la situation des groupes « en marge » prétendant apporter la vérité politique et organisationnelle de l'« extérieur ».

C'est une véritable organisation dans l'organisation qui a été mise dehors, sans qu'elle soit brisée, liquidée. Exclue de l'U.E.C. stalinienne elle n'en a pas pour autant perdu ni sa structure, ni ses forces.

Ce n'était pas le cadre traditionnel qui faisait l'importance de l'opposition, mais à l'inverse la politique de l'opposition qui faisait se survivre l'U.E.C. Elle semble conserver intact l'acquis des luttes où son rôle a été décisif. Implantée dans le milieu, elle peut continuer. D'autant plus qu'elle ne rencontre pas d'organisation concurrente. Autrement dit, nous n'avons pas affaire avec la J.C.R. à une quelconque organisation oppositionnelle comme il a pu en naître souvent en France. Elle plonge ses racines dans les luttes de la jeunesse qu'elle avait organisées.

Un pôle d'attraction

Elle peut continuer à assumer le rôle que ne remplissent pas les organisations de jeunesse du P.C.F. : promouvoir et encadrer les luttes des jeunes, assurer leur éducation politique et théorique de façon à les arracher à l'idéologie bourgeoise, et former ainsi des cadres révolutionnaires.

Elle peut constituer ainsi un pôle d'attraction pour une partie de la jeunesse, en développant ses potentialités révolutionnaires. Elle peut éduquer une génération de militants dans l'esprit du marxisme révolutionnaire.

Au cours de ses deux mois d'existence, elle s'est montrée à la hauteur de ces tâches. C'est elle qui a organisé la forte délégation étudiante défilant le 17 mai derrière la banderole « Les étudiants de la Sorbonne solidaires des travailleurs en lutte ». Délégation disciplinée dont les mots d'ordre « De Gaulle à la porte » « le pouvoir aux travailleurs » alternant avec les couplets de l'Internationale furent très applaudis. Elle est encore la seule organisation à mener au niveau de la jeunesse une lutte anti-impérialiste conséquente.

Les Comités nationaux des quatre mouvements de la J.C. avaient décidé une semaine d'action du 9 au 16 mai, contre la guerre au Vietnam, à l'occasion de la venue à Paris d'une délégation de Jeunes du F.N.L. : « Toutes les formes d'agitation » devaient être envisagées, « des pétitions à la manifestation de rue, lorsque cela serait possible ». Résolutions qui se sont traduites par quelques collectes et quelques manifestations de quartier obéissant au principe de la rotativité et de la parcellisation. La direction de la J.C. a opposé son refus obstiné à une mani-

festation centrale, malgré une très forte pression de la base. Elle a gardé vivace le souvenir du 25 mars, où « l'assemblée des pétitionnaires », place de la Concorde, s'est transformée en manifestation de rue sur des mots d'ordre politiques « durs ». Et ce, malgré les consignes de dispersion du service d'ordre, assez brutalement bousculé par les jeunes.

Les actions de la J.C. ont ainsi revêtu l'aspect d'un « baroud d'honneur » destiné à apaiser les consciences.

La semaine d'action J.C.R. sur le Vietnam a pris une autre allure et un autre sens.

Diffusion de tracts, inscriptions, affiches ont préparé en province, à Caen, à Toulouse, à Cannes, des meetings unitaires, et une manifestation centrale à Paris le 21 mai.

Malgré des difficultés énormes — blocage (sur ordre du recteur) des portes de la Sorbonne, provocations de bandes fascistes, fort dispositif policier — qui ont entraîné la perte de plus de 200 manifestants, la J.C.R. est cependant parvenue à regrouper « plusieurs centaines de jeunes » (Le Monde, 23 mai) à la gare de l'Est. Ils ont défilé jusqu'à Réaumur-Sébastopol en une manifestation disciplinée et assez spectaculaire.

Ainsi la J.C.R. a réussi à acquérir un rôle dirigeant dans l'organisation des luttes politiques des jeunes. Ses journaux, l'Étincelle, la Méthode, Spartacus et, dernièrement, Avant-Garde Jeunesse, soutiennent régulièrement ces activités. Des brochures (« Bibliothèque J.C.R. »), un stage d'été, marquent l'effort porté sur la formation politique et théorique des militants.

Cependant, si la J.C.R. peut se constituer en avant-garde de la jeunesse, elle ne peut jouer le rôle d'une avant-garde organisant la classe ouvrière.

Elle doit affronter cette situation contradictoire : une organisation de jeunesse révolutionnaire se constitue et s'implante sans être rattachée à un mouvement ouvrier organisé de façon révolutionnaire.

C'est là une contradiction difficile qui, sans faire obstacle au développement des luttes de la jeunesse, les place quand même dans leurs limites propres.

Toutefois, elles sont partie intégrante des perspectives du mouvement ouvrier. En ce sens : la crise des organisations de jeunesse exprime à son niveau la crise même du mouvement ouvrier.

C'est dans ce cadre que doit se comprendre la création de la J.C.R.. Elle ne peut que réagir à son tour sur la vie des organisations « adultes » et aider à leur progression.

Anne LEIRES.